

Résumé de la réunion des présidents des Commissions des affaires économiques des parlements des États membres de l'Union européenne au sujet de l'Union énergétique

Service des affaires européennes au Cabinet du Conseil national de la République slovaque

PANEL 1

Etat de l'Union de l'énergie

**Présidente de la Commission des affaires économiques du
Conseil national de la République slovaque,
Jana Kiššová**

Suite à l'accueil des invités et l'introduction aux locaux rénovés du château de Bratislava, le lieu de la conférence, la présidente de la Commission des affaires économiques du Conseil national de la République slovaque Mme Kiššová a prononcé son discours d'ouverture. Elle a souligné la complexité de la situation à laquelle l'Union européenne fait face tant sur les plans social, humain, politique que sur le plan économique. Cependant, elle a révélé sa conviction que l'Union européenne doit continuer à se fonder sur les droits de l'homme, la démocratie, les valeurs humaines et la protection de la propriété privée.

La présidente a ensuite accentué l'importance des forces du marché associées à la réglementation rationnelle. En l'illustrant sur l'exemple des disparités des prix de l'énergie entre l'Union européenne et ses concurrents, notamment le Japon et les Etats-Unis, elle a fait ressortir que c'est précisément la réglementation rationnelle qui continue à être le grand défi à relever par l'Union européenne. Pour cette raison encore la présidente a insisté sur l'importance du projet de l'Union de l'énergie jouant l'un des rôles clés quant au développement durable et l'avancement de l'Union européenne grâce à sa focalisation sur la réduction des prix de l'énergie, la sécurité énergétique et la dimensions écologique.

Dans son discours, Mme Kiššová a exprimé son avis favorable à l'idée de l'orientation plus forte au consommateur étroitement liée aux efforts visant un transport en commun plus écologique ou une meilleure efficacité énergétique des bâtiments. Elle a rappelé que le succès desdits efforts est conditionné par le soutien manifeste à la recherche étant également l'un des points de départ principaux pour la lutte contre la pauvreté énergétique.

En conclusion, Mme Kiššová a affirmé que si l'Union de l'énergie désire à contribuer à augmenter la confiance en l'Union européenne, elle doit devenir surtout un projet propre aux citoyens.

**Vice-président de la Commission européenne,
Commissaire pour l'Union de l'énergie,
Maroš Šefčovič**

En introduction de son intervention, M. Šefčovič s'est référé au chemin franchi par la Slovaquie entre l'époque d'un pays situé derrière le Rideau de fer et celle d'un pays présidant au Conseil de l'Union européenne. A l'instar du Danube - autrefois le symbole de la séparation qui est aujourd'hui, selon lui, le symbole de l'unification et de la collaboration.

En qualifiant l'Union de l'énergie de plus d'un autre symbole de renforcement de la famille européenne, M. Šefčovič a apprécié la synchronisation du calendrier de la conférence qui a permis de présenter le paquet des mesures de la Commission le plus récent appelé "Une énergie propre pour tous les Européens". Selon M. Šefčovič, la Commission a tiré une leçon et sait maintenant que les mesures doivent être saisies de manière complexe et de ce fait, le paquet présenté concerne également la modernisation de l'économie, malgré l'appellation de l'Union de l'énergie qui contient le mot "énergie". Dans le cadre de ce paquet la Commission cherche à adapter ses propositions aux autres secteurs tels que le marché numérique, l'union des marchés des capitaux ou encore le Fonds européen pour les investissements stratégiques.

Le nouveau paquet comprend la législation visant l'efficacité, les énergies renouvelables, le marché de l'électricité, la sécurité de l'approvisionnement en électricité et les règles de gestion de l'Union de l'énergie. En outre, la Commission propose une nouvelle forme de l'éco-conception ainsi qu'une stratégie de mobilité interconnectée et automatisée. M. Šefčovič attend que les projets apportent un progrès visible en matière de la sécurité énergétique, plus de transparence aux accords internationaux, nouveaux modes d'importation et d'utilisation du GNL qui servira d'un bon complément aux ressources traditionnelles.

Le paquet représente 3 objectifs clé de l'Union européenne en matière de l'énergie : a) la sécurité d'approvisionnement, b) la compétitivité et c) la durabilité. Un autre objectif fixé dans le paquet, à savoir d'augmenter l'efficacité énergétique de 30% d'ici 2030, prétend aider l'économie de l'Europe à réaliser les bénéfices de 70 milliards d'euros et créer 400 000 nouveaux emplois. La Commission introduit le principe des tarifs dynamiques, augmente le soutien aux moyens de transport écologiques, répond aux besoins du consommateur au sujet de sa sensibilisation et protection. La Commission présente en même temps les mesures visant des factures plus synoptiques et compréhensibles, la mise en place étendue des compteurs intelligents, le transfert plus simple à un autre fournisseur, la réduction des obstacles administratifs et, finalement, la diminution de la pauvreté énergétique.

Selon M. Šefčovič, dans un futur proche, il convient de s'orienter plus à la mise en place des mesures visant la transformation énergétique équitable, sociale et juste. Vu les frais d'électricité dans certains Etats membres de l'Union européenne, qui représentent presque 60% de la facture, vu l'augmentation des prix malgré la chute des prix du pétrole au cours des deux dernières années, le besoin des démarches plus vigoureuses et concrètes se révèle inévitable. Les marges existent, comme M. Šefčovič a affirmé, dans les plans énergétiques nationaux, l'utilisation de technologies mûres et efficaces en termes de coûts et dans la diminution de la réglementation des tarifs (mais tout en prenant compte des consommateurs vulnérables) dont le niveau actuel est dissuasif pour les nouveaux acteurs sur le marché et freine ainsi la compétition.

M. le Commissaire s'est exprimé en faveur du soutien à la recherche et l'utilisation plus ambitieuse des plateformes d'investissement telles que l'initiative de la Commission "Financement intelligent pour bâtiments intelligents" qui doit générer 10 milliards d'euros de moyens privés et publics dans son secteur.

Dans le contexte du résultat des élections présidentielles aux Etats-Unis, M. le Commissaire a exprimé sa satisfaction quant au progrès de l'agenda de Paris et a souligné le vaste soutien dont les parties à la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques ont fait preuve en la signant et ratifiant. Néanmoins, il a fait observer que les Etats membres de l'Union européenne devraient continuer à réfléchir à la manière de réduire les émissions des gaz à effet de serre, notamment dans les secteurs de l'agriculture et du transport.

En conclusion, M. Šefčovič a révélé sa conviction que les projets que les citoyens saluent et qui leur servent sont indispensables dans les temps difficiles pour l'Union européenne. L'Union énergétique y réussit alors il convient de continuer à la cultiver ensemble.

Secrétaire d'Etat au Ministère de l'économie de la République slovaque,
Rastislav Chovanec

M. Chovanec a souligné l'importance de l'événement et il a exprimé sa conviction de la contribution de la conférence au projet de l'Union de l'énergie. Comme il a fait observer, c'est le citoyen qui doit rester toujours dans son centre. Et justement, en tenant compte du citoyen, il convient de se fixer des objectifs et leur valeur ajoutée optimisés, notamment en vue de l'équilibre entre le pouvoir d'achat de la population et les ambitions du projet.

Ledit projet permet aujourd'hui au citoyen de participer de manière plus active aux sujets de l'utilisation de l'énergie, ce qui implique la motivation positive de la réduction des prix. Il favorise l'élimination des obstacles entre les Etats, stabilise l'approvisionnement en énergie et renforce la sécurité énergétique. M. le Secrétaire d'Etat a aussi souligné l'importance de certaines nouvelles propositions présentées par la Commission pour leur appui à l'utilisation des fournitures transfrontalières de gaz par la voie du mécanisme de solidarité, la transparence des accords internationaux, la compatibilité législative entre l'Union européenne et les pays tiers, ainsi que pour leur encouragement de l'étiquetage énergétique des produits plus synoptique et compréhensible.

M. Chovanec a accentué l'importance des directives visant à améliorer l'efficacité énergétique, fournir aux consommateurs une meilleure connaissance des prix et les aider à diminuer la consommation de l'énergie. La situation des consommateurs est renforcée, selon lui, entre autres grâce à la nouvelle conception du marché qui permet une meilleure participation des citoyens.

Ensuite, M. Chovanec a expliqué le plan d'action du ministère de l'économie de la République slovaque "Smart energy" promouvant au niveau national les actions de l'Union européenne. En parlant du niveau national, il a rappelé les efforts de la présidence slovaque de se concentrer sur les solutions nécessaires pour l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne ainsi que pour toute l'Union en même temps. Pour cette approche, il est indispensable, selon lui, d'être à l'écoute les uns des autres et de discuter de manière ouverte. Le besoin de prise en compte totale des écarts de situation dans les différents Etats et l'acceptation de leurs droits à leur propre mix énergétique y sont liés également.

**Président de la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie
du Parlement européen,
Jerzy Buzek**

L'intervention complexe et détaillée de M. Šefčovič a fait que celle de M. Buzek était plus brève, l'intervenant a expliqué. Il a souligné plus particulièrement le fait que la politique de l'Union européenne débouche aux changements structurels du marché qui reposait sur les grandes centrales électriques à l'origine. M. Buzek a remercié M. Šefčovič pour son travail sur le paquet énergétique le plus ample depuis les derniers 50 ans dans l'espace de l'Union européenne actuelle.

Au sujet de l'énergie propre, il a rappelé à plusieurs reprises le besoin de saisir ce sujet dans un contexte plus étendu et de voir derrière des problèmes concrets et bien connus aux citoyens. Voici l'une des pistes pour arriver à la réflexion sur la qualité de l'air, l'environnement au travail et la santé, mais aussi pour arriver à la réflexion sur la mesure dans laquelle les nouvelles technologies sont bien-fondées, telles que la production de l'énergie à partir de la biomasse qui peut parfois être, selon M. Buzek, plus dangereuse à la santé que l'utilisation du charbon.

En vue de la réalisation des résultats du point de vue de la future compétitivité des économies et des PME, l'intervenant a fait ressortir le règlement visant un système européen d'échange de quotas d'émission. Il a souligné également l'importance du marché unique de l'énergie en tant que le pilier de la nouvelle époque de la solidarité européenne. Parmi l'une des priorités principales de ce marché unique il a cité l'amélioration de la sécurité énergétique garantie par l'utilisation de l'ensemble des ressources que possèdent les Etats membres qui seraient entièrement responsables de leurs mix énergétique respectif.

M. Buzek considère le nouveau paquet proposé par la Commission comme le début fondamental de la procédure législative en la matière et il a rassuré les participants que la perception du paquet par le Parlement européen est la même et que le dernier se rend compte également du rôle clé que de secteur de l'énergie joue dans l'économie. Comme il a affirmé, il est d'autant plus satisfait car au sujet de la politique énergétique commune on peut ressentir le soutien fort et unifié tant de la part des citoyens que celle des politiciens.

En conclusion de son intervention, M. Buzek a invité les présents à essayer de montrer aux citoyens que nous pouvons tous avancer et réussir.

**Présidente de la Commission des affaires européennes du Parlement Letton,
Lolita Čigāne**

Comme Mme Čigāne a affirmé, sa participation à cette conférence avait une dimension symbolique. C'était la présidence lettone qui avait lancé le projet de l'Union de l'énergie. Dans son intervention, elle a exprimé sa satisfaction de l'avancement du projet et elle a remarqué que, contrairement à la plupart des autres sujets européens, celui de l'Union de l'énergie jouit d'un soutien particulièrement vaste et unanime.

Néanmoins, elle a fait observer qu'il existent de grandes marges dans le secteur de l'énergie européenne telles que les prix élevés des énergies par rapport aux

économies concurrentes, elle a exprimé son doute sur la suffisance de la participation des parlements nationaux au projet de l'Union de l'énergie et elle a averti les présents du projet Nord Stream 2.

A son avis, ce projet de la société russe Gazprom a une grande capacité de diviser les pays de l'Union européenne et mettre en danger les ambitions de la Commission. Mme Čigāne a signalé les difficultés auxquelles la Lettonie a du faire face dans le contexte du lobby puissant de Gazprom et elle a exprimé l'espoir à l'approbation prompte du paquet énergétique proposé par la Commission. Selon Mme Čigāne, une telle démarche facilitera la mise en oeuvre des politiques visant un meilleur niveau de sécurité et de souveraineté.

Discussion

Lors de la discussion qui a suivi, les participants à la conférence ont, avant tout, confirmé que les mesures visant le renforcement de la sécurité énergétique et de la souveraineté des Etats sont justifiées. Ils se sont référés au besoin de l'équilibre entre la réalisation des ambitions du projet de l'Union énergétique et les tarifs des énergies – notamment en ce qui concerne la grande partie de la population affectée par la pauvreté énergétique. Ils ont réclamé plus d'avancement dans l'interconnexion énergétique poursuivant l'élimination totale des “îlots énergétiques”. A plusieurs reprises ont-ils attiré l'attention au potentiel du GNL pour l'Union européenne.

PANEL 2

Approche intégrée à la recherche et à l'innovation

L'animateur du second panel le député du Conseil national de la République slovaque **M. Karol Galek** a présenté les excuses du recteur de l'Université polytechnique slovaque **M. Robert Redhammer** et du président de la Commission du transport et de l'énergie du Parlement roumain **M. Petru Ehegartner** pour leur absence pour des raisons de la santé. La deuxième partie de la conférence n'a alors écouté que deux intervenants.

Directeur général pour la recherche et l'innovation,
Commission européenne,
András Siegler

Au début de son intervention, M. Siegler a rappelé la déclaration du président de la Commission européenne, J.C. Juncker, selon lequel l'Europe devrait être le numéro un mondial en matière de l'utilisation de l'énergie renouvelable. Il a noté que le maintien de cette position est directement dépendant du progrès réalisé dans cinq dimensions interconnectées telles que définies par la Commission.¹ En même temps, il a fait observer le besoin des incitations à l'investissement et d'une meilleure capacité à partager le risque dans le domaine de la recherche.

Il a déclaré sa conviction qu'il convient de voir la recherche et l'innovation d'une perspective pluri-angulaire. Ainsi, nous pouvons les apercevoir comme les moteurs de l'efficacité énergétique, de la primauté de l'Union européenne dans le domaine des énergies renouvelables et de l'offre équitable au consommateur. d'autre part, dans le contexte de l'énergie propre, la recherche et l'innovation apparaissent comme des forces multiplicatrices du levier. Ceci est notamment le cas lorsque les incitations puissantes et stables doivent être présentées (politique et réglementation), lorsque le risque des technologies non-éprouvées doit être atténué et lorsque les solutions doivent être apportées (cumul des investissements privés) et les bornes de la science et de l'innovation doivent être dépassées (ressources publiques).

Pour maintenir sa position du chef de file, l'Union européenne doit prendre en compte, selon M. Siegler, plusieurs facteurs clé – entre autres environ 44% du total de l'énergie fournie consommés par les bâtiments, ce qui nécessite une orientation vers la décarbonisation dans ledit domaine en premier lieu. Un autre facteur étant le fait que le sujet du stockage de l'énergie ne peut pas être limité aux piles et à la croissance attendue des émissions générées par le transport.

Quant au plan Juncker, il a apprécié le rôle du plan SET qui représente actuellement l'instrument fondamental de la mise en oeuvre du 5^{ème} pilier de l'Union de l'énergie

¹ La sécurité énergétique, la solidarité et la confiance, le marché intérieur de l'énergie, l'efficacité énergétique ainsi que la contribution à l'optimisation du besoin en énergie, la décarbonisation de l'économie et la recherche et le développement.

qui a dégagé 10 activités principales pour la recherche et l'innovation. En revanche, la transformation énergétique prompte peut être atteinte, selon l'intervenant, seulement grâce aux efforts concentrés autour des six priorités de la recherche et de l'innovation, à savoir a) le maintien de la primauté dans les énergies renouvelables, b) les systèmes énergétiques intelligents orientés sur le consommateur, c) l'efficacité énergétique, d) le transport durable, e) la capture et le stockage des gaz à effet de serre et leur recyclage éventuel, f) la sécurité nucléaire.

M. Siegler a fait observer qu'il existent des missions d'innovation (multiplication par deux des investissements dans l'énergie propre annoncée par B. Gates) et qu'il y a des pays intéressés par une collaboration plus étroite dans de diverses dimensions par exemple l'Inde, la France, les USA, le Canada, le Mexique, ou le Royaume Uni, et il a relevé l'importance des propositions législatives de la Commission concernant le financement et la gestion des risques.

**Président de l'Alliance européenne de la recherche dans le domaine de l'énergie (EERA),
Hervé Bernard**

L'Alliance européenne de la recherche dans le domaine de l'énergie est la colonne vertébrale du plan SET, comme son président a affirmé. Elle regroupe 175 organismes de pointe en Europe et 17 programmes européens de la recherche dans les domaines des matériaux, des technologies et des systèmes. Elle participe à 90% au 7^{ème} programme cadre et encourage la formation des alliances de la recherche au niveau national. Son rôle est de mettre en oeuvre les plans et de coordonner l'activité de la communauté scientifique tout en évitant toute duplicité et en encourageant la mobilité des chercheurs.

Dans le domaine des matériaux, l'EERA se focalise sur la recherche au service des processus énergétiques exigeant des températures extrêmement élevées, du stockage de l'énergie solaire ou encore de l'énergie nucléaire. Dans le domaine des technologies, elle s'intéresse à la bioénergie, les piles à combustible, les technologies géothermiques, l'exploitation de l'énergie de l'océan, des schistes, et de l'énergie solaire et à la capture et le stockage du carbon (où elle cherche à révolutionner l'utilisation de celui-ci). Les systèmes son pour l'EERA principalement un domaine d'exploration des possibilités de l'intégration et de l'exploitation des systèmes dans les bâtiments, les villes intelligentes ou dans les processus industriels.

D'après M. Bernard, outre la réalisation du plan SET et la coordination de la recherche et du développement européens, l'EERA travaille à créer la confiance entre les scientifiques au sein de l'alliance, à partager l'infrastructure et renforcer les capacités de la recherche. Mais avant tout, elle cherche à atteindre le niveau le plus élevé de la recherche - la recherche appliquée. Comme M. Bernard a constaté, l'alliance a encore un long chemin devant elle. Or, il peut déjà être fier des résultats obtenus et des employés très qualifiés.

Discussion

Dans la discussion portant sur l'approche intégrée à la recherche et à l'innovation, les participants à la conférence ont fait ressortir principalement le problème de

financement. Le volume des investissements privés dans la recherche et l'innovation ne cesse de diminuer. Dans ce contexte, ils ont réfléchi aux modèles économiques qui seraient en mesure de répondre aux besoins des nouvelles technologies, de nouveaux modes de production et de distribution de l'énergie. Ils ont évoqué les programmes de la Commission NER 300, NER 400, le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI) ou encore la possibilité d'une meilleure couverture des risques par les garanties de la BEI. Ils se sont préoccupés du potentiel de la biomasse qui a été identifié comme un sujet compliqué. La discussion a eu aussi pour objet le besoin du développement des programmes de mobilité des étudiants et des scientifiques en la matière (par exemple Erasmus+, Marie Currie).

PANEL 3

Les systèmes énergétiques intelligents futurs orientés vers le consommateur

**Directrice générale de la Direction générale de la santé et de la protection
des consommateurs de la Commission européenne**
Carina Törnblom

Mme Törnblom a apprécié la conférence et l'esprit de collaboration pendant l'événement. D'après elle, le même esprit règne au sein de la Commission dans les groupes de travail sous sa direction préoccupés de la protection du consommateur dans le secteur de l'énergie.

Elle a ensuite informé des procédures qui sont adoptées par la Commission au profit du consommateur. Elles concernent par exemple l'intelligibilité des factures, la simplification du changement de fournisseur, ou l'ajustement du système de consommation de l'énergie afin que le consommateur puisse satisfaire ses propres besoins lorsque l'énergie est moins chère. Mme la directrice a fait observer qu'il convient de prendre soin de tous les consommateurs sans faire de différence et dans ce contexte, il vaut pour tout le monde que le kilowatt le moins cher c'est le kilowatt non consommé.

Mme Törnblom a également rappelé que les consommateurs avait de diverses préoccupations au sujet des compteurs intelligents relatives notamment à la protection des données personnelles. Aujourd'hui, entre autre grâce au paquet d'hiver de la Commission, les affaires avancent dans le bon sens.

**Directrice exécutive de la Coalition pour la demande d'énergie intelligente
(SEDC), Frauke Thies**

Vu que les résultats réalisés dans le cadre de la recherche et de l'innovation se traduisent dans une meilleure compétitivité de l'Union européenne, comme Mme Thies a constaté, il convient de continuer à stimuler et développer ce domaine. L'intervenante a rajouté que ces résultats ne débouchent pas nécessairement à l'amélioration de la position des consommateurs – ceci étant un sujet à traiter séparément. Si sa position change, le consommateur pourra produire voir vendre de l'énergie. Voici la piste poursuivie par le développement des technologies de l'automatisation dans certains pays tels que les Etats-Unis ou même la Belgique.

Quant à la connexion du consommateur aux réseaux, d'après Mme Thies, il conviendra à prendre en compte non seulement la standardisation en matière de l'efficacité des bâtiments mais aussi celle des réseaux. Il est possible que, outre la flexibilité déjà existante, l'introduction de tarifs dynamiques et la libéralisation du marché se révéleront importantes. Ce type de mesures aboutira à la suppression des plafonds et des tarifs perturbant le marché tout en rapprochant les prix aux valeurs réelles.

Directeur général du Groupe européen industriel pour le comptage intelligent (ESMIG), Willem Strabbing

L'intervention de M. Strabbing a traité notamment le sujet des compteurs intelligents de l'énergie. Dans le contexte de son intention de couvrir la catégorie des foyers d'ici 2020, la Commission a ajusté son estimation de 80% à 72%, ce qui demeure encore, selon M. Strabbing, un chiffre assez satisfaisant. S'appuyant sur une recherche à laquelle il a participé personnellement, l'intervenant a affirmé que si un retour direct au consommateur existait, il serait possible de faire des économies d'électricité de 7-11%. Or, les prix moins élevés ne sont point le seul élément de la demande. Les compteurs intelligents doivent être en mesure d'assurer également la protection des données personnelles et le même niveau de confort de leur utilisation.

Concernant la protection des données personnelles, l'accord du consommateur est requis pour autoriser l'accès à ces données à un tiers, tout en garantissant le contrôle total de celui-ci. M. Strabbing n'a aucun doute sur le fait que la libéralisation du marché entraînera l'extension des licences pour englober la mise en place et l'exploitation des compteurs intelligents. Voilà la raison pour laquelle il convient de traiter le sujet des données personnelles de manière conséquente et responsable, ce qui impliquera l'avancement au sujet de la délivrance des certificats de sécurité.

M. Strabbing constate des signes prometteurs de progrès dans ce domaine ainsi que dans celui de l'augmentation du niveau de confort qui se focalise actuellement sur l'automatisation maximale des appareils.

**Co-fondateur de la société GreenWay,
Peter Badík**

M. Badík a ouvert son intervention en citant la directrice exécutive de General Motors, Mary Barra, d'après qui dans les années à venir l'industrie automobile subira les changements les plus importants depuis le dernier demi-siècle. Il a continué en présentant la société GreenWay - il a montré les cartes des points de chargement installés, expliqué les critères pour leur mise en place, pour ensuite familiariser les participants avec une application de recherche de ces points de recharge.

Une autre entreprise que M. Badík a créé se spécialise en transport écologique en se focalisant sur les véhicules utilitaires. Il a ainsi réagi au développement des services de livraison ainsi qu'au fait que la transformation des véhicules utilitaires en véhicules écologiques semble avoir plus d'effet que la transformation des véhicules de tourisme.

L'intervenant a affirmé que les politiciens devraient appuyer beaucoup plus le transport écologique et ce aussi à la lumière du niveau technique atteint dans ce secteur pour lequel les sphères politique et administratives ne semblent pas être prêtes.

Directeur de la société TECO, a.s., Jaromír Klaban

En introduction de sa présentation, le directeur de la société TECO, a.s. a évoqué le sujet du développement des réseaux intelligents “du bas vers le haut” dans lequel les entrepôts virtuels de stockage de données jouent un rôle primordial. Il a rappelé que malgré le progrès considérable atteint, le “Smart Grid” ne reste qu’un objectif pour le moment.

Ensuite il a présenté son entreprise Teco, a.s., ses produits et ses services parmi lesquels il s’est focalisé sur le système intégré de gestion des maisons intelligentes appelé Foxtrot. Le système peut commander la luminosité, le chauffage, le refroidissement, un véhicule électrique, les panneaux solaires, les piles... - son champ d’application est très vaste, même du point de vue géographique ce que M. Klaban a illustré sur des exemples d’exploitation du système Foxtrot par des utilisateurs provenant des pays différents, même hors Europe.

Discussion

Le sujet des prix de l’énergie était celui qui a rebondi le plus souvent pendant la discussion. Les mesures visant leur diminution sont insuffisantes d’après les participants. La situation actuelle est due à la faible libéralisation du marché selon les uns, ou à l’absence de réglementation rationnelle, ou au faible soutien politique aux nouvelles technologies, ou bien encore à la difficulté de la mise en oeuvre des intentions politiques en pratique selon les autres. Cependant, tous ont exprimé leur inquiétude quant au nombre important de citoyens de l’Union européenne éprouvant des difficultés de payer leurs factures. Et enfin, les participants étaient tous d’accord sur le fait qu’en matière de l’énergie il est nécessaire d’encourager les mesures susceptibles à aider les consommateurs quel que soit leur statut social.